

Annexe II

Formation des fonctionnaires de police et des gendarmes concernant la Convention

S'agissant de la police nationale

La formation des commissaires de police et des officiers de police intègre de façon transversale tant le respect des exigences déontologiques auxquels ils sont personnellement tenus, mais également leur obligation d'en faire assurer le respect strict par les fonctionnaires placés sous leur autorité. Dans le cours spécifiquement dédié à la déontologie qui leur est dispensé, il est notamment rappelé que la police est soumise au contrôle des autorités désignées par la loi et par diverses conventions internationales.

Par ailleurs, la formation initiale et continue des fonctionnaires de police comporte, quel que soit le grade, l'étude des actes de torture et de barbarie en tant qu'infractions autonomes ou en tant que circonstances aggravantes d'infractions connexes. Le sujet est abordé dans le cadre des causes d'aggravation des délits principaux, dans les formations concernant notamment le « recyclage » des connaissances des officiers de police judiciaire et des agents de police judiciaires.

La déontologie constitue l'un des six piliers autour desquels est structurée la scolarité des élèves gardiens de la paix. Les fondamentaux relatifs à la déontologie policière font l'objet d'une séquence spécifique d'enseignement d'une durée de 17 heures, incluant les principes généraux des libertés publiques, l'ensemble des cas de rétention dans les locaux de police et ses corollaires (fouilles notamment) et les modalités des contrôles auxquels est soumise la police nationale. Ces éléments sont repris, en transversalité, dans l'ensemble des situations professionnelles qui viennent compléter les cours théoriques. Par ailleurs, la diffusion d'un film sur l'histoire de la police, assorti d'un débat pédagogique autour essentiellement des valeurs devant animer tout policier, revient en appui des apprentissages déontologiques déjà travaillés. Enfin, une intervention de 2 heures est réalisée par le chargé de formation national du Défenseur des droits.

La formation des commissaires de police et des officiers de police intègre de façon transversale tant le respect des exigences déontologiques auxquels ils sont personnellement tenus, mais également leur obligation d'en faire assurer le respect strict par les fonctionnaires placés sous leur autorité. Dans le cours spécifiquement dédié à la déontologie qui leur est dispensé, il est notamment rappelé que la police est soumise au contrôle des autorités désignées par la loi et par diverses conventions internationales.

Par ailleurs, la formation initiale et continue des fonctionnaires de police comporte, quel que soit le grade, l'étude des actes de torture et de barbarie en tant qu'infractions autonomes ou en tant que circonstances aggravantes d'infractions connexes. Le sujet est abordé dans le cadre des causes d'aggravation des délits principaux, dans les formations concernant notamment le « recyclage » des connaissances des officiers de police judiciaire et des agents de police judiciaires.

S'agissant de la gendarmerie nationale

Pour ce qui concerne les gendarmes, la convention contre la torture est prise en compte dans les programmes de formation s'agissant des gardes, interrogatoires et traitements des personnes privées de liberté.

Les éléments relatifs aux privations de liberté (droit d'arrestation, interpellations, menottage et garde à vue), que ce soit par le prisme des références légales, ou sous couvert des termes de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, sont abordés tout au long de la formation du militaire de la gendarmerie.

Ainsi, que cela soit en formation initiale ou lors de formations spécifiques suivies au cours de leur carrière, les militaires de la gendarmerie, de tous statuts, sont sensibilisés au respect des droits de la personne privée de libertés.

C'est ainsi qu'ils concernent :

* en formation initiale :

- Les gendarmes adjoints volontaires - agents de police judiciaire adjoints: cette dimension est prise en compte dans les cours relatifs à la déontologie et l'éthique du militaire, à la formation générale à l'intervention professionnelle, au contact avec la population, à la formation à la tactique en intervention, à la formation d'agent de police judiciaire. Sont abordés : le code de déontologie, le respect de la personne humaine, les fondements légaux de la coercition, la maîtrise sans arme de l'adversaire - et notamment menottage -, les transfèrements, le rôle de l'APJ-A dans l'enquête, la communication inter-personnelle... ;

- Les élèves gendarmes - programme de formation nouvelle génération Maîtrise sans arme de l'adversaire dans lesquels sont abordés: le respect de la personne humaine, les libertés fondamentales, les techniques d'interpellation depuis l'emploi juste et contrôlé de la force jusqu'au menottage, la communication non violente et les techniques d'apaisement des conflits, la charte de l'accueil, assertivité et autorité...

- Les officiers de gendarmerie : les aspects sont abordés dans les cours relatifs à la police judiciaire, à l'intervention professionnelle et à l'éthique et déontologie.

* en formation de cursus ou d'expertise :

Que ce soit dans les écoles ou les centres de formation spécialisés (Centre national de formation à la police judiciaire CNFPJ, Centre national d'entraînement des forces de la gendarmerie CNEFG, Centre national de formation à la sécurité publique CNFSP) ou de façon déconcentrée, la formation prend en compte différents angles d'approche du respect de la personne humaine dans les situations de privation de liberté:

- en matière de police judiciaire, lorsqu'il s'agit de traiter des procédures particulières impliquant des mineurs ou majeurs, du respect de la personne humaine, des cadres juridiques de procédure pénale en droit pénal général ou droit pénal spécial, des cadres juridiques et la protection des libertés fondamentales, de la communication (développement de l'empathie, communication interpersonnelle, écoute active, assertivité et autorité...), et ce à la fois par des cours théoriques, des mises en application, et des mises en situation.

- s'agissant des protocoles d'intervention du CNEFG, il doit être noté que la notion de privation de liberté de même que les termes de la convention sont traités dans toutes les séances quels que soient les domaines considérés, dans la mesure où l'enseignement repose sur les notions fondamentales de strict respect du cadre légal ou de la maîtrise de l'emploi de la force et/ou de l'usage des armes.